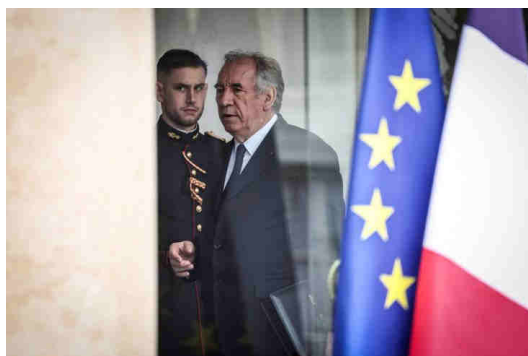


20250207 La Croix

<https://www.la-croix.com/politique/droit-du-sol-bayrou-veut-un-debat-plus-large-portant-sur-l-identite-francaise-20250207>

Droit du sol : Bayrou veut un débat « plus large » portant sur l'identité française

François Bayrou a estimé vendredi 6 février qu'un débat portant seulement sur le droit du sol, comme le demande notamment Gérard Darmanin, serait « trop étroit ». Il propose un débat « plus large », portant sur les droits et les devoirs qui s'attachent à la nationalité française.



François Bayrou a souhaité vendredi 7 février un débat plus large que sur le seul droit du sol, sur « qu'est-ce que c'est qu'être Français » LP/Fred Dugit / LE PARISIEN/MAXPPP

François Bayrou a jugé vendredi 6 février « *trop étroit* » un débat sur le seul droit du sol comme suggéré par son ministre de la justice Gérard Darmanin et a souhaité un débat « *plus large* », qui intégrerait cette question sensible sur ce que « *c'est qu'être Français* ».

« *Ce débat public (sur le droit du sol, NDLR) est trop étroit et il faut un débat public approfondi et beaucoup plus large que ça* », a affirmé le premier ministre. Il répondait depuis Matignon à la radio RMC installée dans [la ville de Pau dont il est resté maire](#).

« *Vous voyez bien ce qui fermente depuis des années. Ce qui fermente, c'est qu'est-ce que c'est qu'être Français ? Qu'est-ce que ça donne comme droit ? Qu'est-ce que ça impose comme devoirs ? Qu'est-ce que ça procure comme avantages ? Et en quoi ça vous engage à être membre d'une communauté nationale ? À quoi croit-on quand on est Français ?* », a ajouté François Bayrou, [qui a fait récemment polémique](#) en évoquant un « *sentiment de submersion* » migratoire.

À lire aussi [Immigration : le gouvernement va procéder par petits bouts](#)

Il s'exprimait au lendemain de l'adoption, par l'Assemblée nationale, lors d'une séance particulièrement houleuse, d'une proposition de loi portée par la droite visant à durcir [les restrictions au droit du sol à Mayotte](#).

Il a rappelé avoir proposé « *depuis déjà douze ans ou quinze ans* » de se pencher sur la situation de Mayotte et de la Guyane, « *dans laquelle il y a des milliers et des milliers de personnes qui arrivent avec l'idée que, s'ils mettent au monde des enfants là, ils seront Français* ». « *Tout cela, évidemment, ça mérite d'être reconsidéré* », a complété le chef du gouvernement.

« Pas de raison de repousser éternellement »

« On peut entrer dans un débat, il faut réfléchir à la manière dont (il) se développe, est organisé » mais « on ne va pas tout repousser » à la présidentielle, a estimé le premier ministre.

À lire aussi [La hausse de l'immigration s'apparente-t-elle à une « submersion » comme l'affirme François Bayrou ?](#)

« Tous les problèmes qu'on identifie, on va les traiter, on va en tout cas les débattre, on va les approfondir et il n'y a pas de raison de repousser éternellement », a-t-il développé et « il faut apprendre à débattre, à échanger des convictions ou des arguments, sans s'insulter, sans se condamner à la vindicte publique, sans être cloué au pilori, sans être considérés comme des ennemis de la Nation ».

[Gérald Darmanin](#) s'est prononcé pour l'abrogation pure et simple du droit du sol à Mayotte. Il a par ailleurs estimé « que le débat public doit s'ouvrir sur le droit du sol dans notre pays », et qu'il faut sur le sujet une réforme de la Constitution, que ce soit via un référendum ou à l'occasion de la présidentielle de 2027.

Vendredi, la ministre de l'Éducation nationale et [numéro deux du gouvernement Élisabeth Borne](#) se dit défavorable à l'idée du garde des Sceaux.

À découvrir [Immigration : le PS annule sa réunion avec le gouvernement après les propos de Bayrou](#)